

Bilan 2011 : ELLAS, hélas

Cette année la Grèce a été à l'honneur : avec une dette de 340 Mds seulement (!) sur 8000 Mds dans la zone euro, ce pays ensoleillé de 11 M d'habitants a réussi à mettre l'UE au bord de la crise de nerfs, à paniquer le PM du Royaume Uni et à inquiéter les USA et la Chine. Ainsi, les sommets de "la dernière chance" se sont succédés tout au long de l'année mettant en scène la valse hésitation du "couple" franco-allemand, devant leurs partenaires européens médusés par un spectacle aussi kitsch.

La "crise de la dette" a ainsi plongé les banques dans un désarroi durable, et ébranlé les politiques par la dégradation de leur note (Grèce, USA, Italie) ou le risque de dégradation (France et certains autres pays de l'UE17). Ces mêmes politiques, conseillés en amont par les "think tank", sur le terrain par les "spin doctors" et autres "conseillers spéciaux" soufflant leurs "éléments de langage", et enfin censurés en aval par les experts en "fact checking", ont tous réussi à faire la preuve sinon de leur inefficacité, du moins de leur impuissance à faire face à la crise par des réformes structurelles plutôt que par des annonces de circonstance aux effets forcément limités.

Plus fondamentalement toutes les économies sont écartelées entre le souci de réduire les dettes accumulées par des années d'insouciance et/ou de libéralisme trop dogmatique, au risque de provoquer la récession, et la tentation d'un certain keynésianisme pour favoriser la croissance, au risque d'aggraver les déficits. Plus prosaïquement le Charybde et Scylla moderne se situe entre le risque déflation et le "credit crunch" d'une part, et l'inflation d'autre part, qu'il faudra bien juguler à un moment donné.

Dans ce contexte chahuté la France a connu une année difficile, avec une croissance plus proche de 1.5% que de 1.75% annoncés (après un avis de récession sur T4-2011 et T1-2012), un déficit public de près de 8%, un chômage de près de 10% et un déficit de la balance courante de quelques 75 Mds (à comparer des 150 Mds de l'Allemagne, soit un différentiel de plus de 11% du PIB !). Le pays aborde donc une année d'élections qui ne favorisera pas les décisions de fond avant septembre 2012. Le succès des primaires socialistes, conforté par le basculement du Sénat, a confirmé un avantage de l'opposition qui ne faiblit pas dans les sondages malgré un "forcing" tous azimuts du candidat non encore déclaré de la majorité.

Le pays s'est complu dans des angoisses prétendument métaphysiques et définitivement nombrilistes sur "l'identité nationale" et les essayistes et philosophes de tous poils ont continué à s'essayer à la philosophie, au lieu de s'investir dans l'action, ce qui n'a fait que maintenir le moral de la population dans le bas, au grand désespoir des politiques, apprentis sorciers dépassés par leur propre logorrhée.

Et pendant ce temps l'or caracole autour des 1700 \$, le CAC fait du yoyo autour des 3000 points et l'immobilier parisien a crevé la barre des 8000 € le m² (contre respectivement 1400, 3900 et 7000 à fin 2010).

Sur la plan industriel, l'automobile peine, le bâtiment est en chute, le nucléaire patine (après Fukushima, la décision de l'Allemagne d'arrêter ses centrales et celle de l'Italie d'arrêter ses investissements), et seul AIRBUS tire son épingle du jeu avec un record de près de 1500 commandes (NEO) et plus de 1500 livraisons.

Au sud, le printemps arabe (Tunisie, Egypte, Libye, Yémen) est en train d'atteindre la Syrie, et donne même des idées en Russie aux opposants de Poutine. Berlusconi a "finalmente" quitté la scène italienne et l'Espagne et le Portugal ont changé de bord. Au nord, la Belgique a enfin retrouvé un gouvernement, alors que le Danemark est passé au centre gauche.

L'UE reste paralysée (par la crise aussi) par son incapacité à s'ériger en état fédéral et en puissance régionale (il est à ce propos regrettable que le Parlement européen, la plus active des institutions de l'Union soit actuellement si peu actif), et se projette dans une organisation formée par 3 cercles concentriques : un noyau "dur" (jusqu'à quel point ?) de 5 ou 6 pays, une zone monétaire de 16 ou 17 états, et une zone de libre échange de 27 à 30 nations.

Entretemps la Chine est confirmée comme la seconde puissance mondiale avec un PIB de plus de 6000 Mds\$ environ, malgré une croissance réduite à 8.5% seulement (!) en 2011, et avec des réserves de change de 3000 Mds\$.

Le monde a bien changé et son centre de gravité s'est durablement déplacé à l'est (malgré le boom du Brésil) : les seuls trois premiers pays d'Asie (Chine, Japon et Inde) représentent un PIB voisin de celui des USA et de l'UE27 avec plus de 15000 Mds\$ chacun.

Pour 2012, The Economist prévoit une "croissance" de -0.2% en Europe, de +1.4% en Amérique du nord et de 6.5% en Asie (hors Japon à +2.2%), contre +4.5% en Afrique et +3.5% en Amérique du sud.

La France ne pourra éviter un troisième plan de rigueur, après ceux trop tardifs et trop timides d'août et de novembre totalisant 17 Mds, et fera face à une croissance nulle aggravant l'emploi et les finances et poussant la dette à 1900 Mds à coût plus élevé. Sans compter un deuxième round prévu sur les retraites des 2013 après la réforme tant contestée qu'incomplète de 2010. Le pays ne pourra faire l'économie d'une réforme fiscale en profondeur, remplaçant l'empilement de plusieurs décennies de taxes nouvelles et de niches diverses, pas plus que d'une remise en cause de ses missions, régaliennes et/ou incitatives, ce qui impliquera forcément une remise à plat de sa législation pléthorique, confuse, contradictoire et aliénante.

Le chantier est colossal, tant au niveau domestique qu'au niveau européen, et pourrait être exaltant s'il est mené avec perspective, conviction et audace, sans parti pris et sans idées partisans, et si l'ensemble des acteurs sociaux arrive à être mobilisé. Vaste programme, disait "quelqu'un".

Le 15 décembre 2011